



Sénatrices
et Sénateurs

**SOCIALISTES &
RÉPUBLICAINS**

**LE GROUPE
SOCIALISTE ET RÉPUBLICAIN
FACE À LA CRISE SANITAIRE**

**LIVRET
01**

Retrouver une ambition pour la jeunesse

Face à la crise que nous traversons et aux bouleversements qui nous attendent, le groupe Socialiste et Républicain du Sénat a fait le choix de placer la question de l'accompagnement de la jeunesse parmi ses priorités. Nous devons faire un large crédit à notre jeunesse en mettant tout en œuvre pour leur permettre de s'émanciper que ce soit du point de vue de l'éducation ou de celui de l'accès à l'emploi.

Faire confiance à la jeunesse et la soutenir, cela relève de l'urgence, car, si les jeunes sont heureusement les moins tou-

chés par la pandémie, ils sont malheureusement en première ligne de la crise économique et sociale dont nous redoutons l'ampleur.

Nous estimons que l'État, garant de la solidarité nationale et de la justice sociale, doit intervenir et mettre en œuvre des politiques publiques ancrées dans le quotidien des jeunes.

Quel sens, quelle valeur donner à ces politiques publiques qui se définissent avant tout comme la réduction des écarts, c'est-à-dire l'attention aux plus fragiles, aux plus déshérités pour lutter contre les inégalités scolaires, sociales et spatiales ? Quelle place accorde-t-on, dans notre politique d'emploi et de logement et dans notre système de protection sociale, à notre jeunesse ? Ces questions nous les avons portées dans le débat parlementaire et public et avons esquissé des réponses.

Dans l'hémicycle

“ Dans la situation que nous vivons, qui a révélé, si besoin en était encore, la profondeur des inégalités sociales et spatiales et la fragilité des jeunes, la priorité est, pour le groupe socialiste et républicain du Sénat, d'aider les plus fragiles, donc les jeunes, à traverser la crise. ”

..... Accompagner les jeunes pour qu'ils puissent faire face à la crise sociale

Les jeunes de 18 à 25 ans, qui constituent 30 % des salariés des entreprises les plus durement touchées par le confinement – restaurants, commerces et centres de loisirs –, ont été privés de revenus, alors que 670 000 étudiants en dépendent pour leurs besoins les plus essentiels – alimentation, logement, habillement – et que 20 % des jeunes vivent sous le seuil de pauvreté.

Quelque 30 % des 18-22 ans pensent ne pas trouver de job cet été et 15 % d'entre eux ont vu leur stage être annulé, sans solution de rechange. Nombreux seront ceux qui ne pourront pas financer leurs études ou payer leur loyer...

En partant de ce constat, les Sénatrices et Sénateurs socialistes ont organisé un débat de contrôle le 3 juin dernier pour échanger avec le Gouvernement et les autres groupes politiques à propos des nouvelles politiques publiques à mettre en place à destination de la jeunesse pour prendre en charge les conséquences économique, sociales et sanitaires de la crise.

Le groupe Socialiste a tiré la sonnette d'alarme sur le front de l'économie et de l'emploi, notamment pour les moins diplômés et ceux provenant de quartiers populaires. L'État, garant de la solidarité nationale et de la justice sociale, doit intervenir et mettre en œuvre des politiques publiques ancrées dans le quotidien des jeunes. L'augmentation du chômage nécessite des mesures fortes pour empêcher de nombreux jeunes de basculer dans la précarité.

Réactivation des contrats aidés

Face à l'urgence de la situation, il nous faut répondre, tout de suite, avant la rentrée. Il faut **immédiatement réactiver les contrats aidés**, qui peuvent constituer un levier de soutien fort et rapidement mobilisable : des jeunes apporteraient leur savoir et leurs compétences à nos communes et à nos associations, et trouverait, par ce biais, une première insertion dans l'emploi.

Maintien des aides au logement

Par ailleurs, au cours de cette crise, les inégalités accrues de revenu et l'instabilité économique ont encore compliqué l'accès au logement. Ainsi, non seulement le **maintien des aides au logement** est indispensable, mais il ne suffi-

ra pas ; il faut aller plus loin et prévoir une période temporaire pour de nouvelles mesures d'aide, qui permettront aux plus fragiles de surmonter leurs difficultés.

Il faut également **revenir sur la politique actuelle du logement** – sous-indexation, après le gel du barème, de l'aide personnalisée au logement, mise en place de la réduction de loyer de solidarité (RLS) –, mais il faut surtout renoncer à la réforme, prévue en 2020 et déjà reportée quatre fois, de l'APL, qui fera perdre l'allocation à 600 000 personnes, dont près de 300 000 jeunes.

Créer un revenu de base

Nous plaillons pour une ouverture plus importante des minima sociaux aux jeunes. Il est nécessaire d'élargir les bénéficiaires du RSA et d'autres pres-

tations sociales par le biais d'un **revenu de base** accessible aux moins de 25 ans comme l'expérimentent plusieurs départements. Cela permettrait de mettre en place un matelas social qui ne laisserait aucun jeune sur le bord de la route.

Montée en charge du Service civique

Ce type d'initiative devrait être accompagné d'une **montée en charge du service civique** qui permettrait à plus de jeunes de multiplier les expériences dans une période où l'accès à l'emploi sera particulièrement compliqué. En dévitalisant un dispositif qui a fait ses preuves au bénéfice d'un service national universel encore balbutiant dont le cadre n'est pas clairement défini, le Gouvernement prend des risques avec la jeunesse. Nous aurions d'ailleurs souhaité redéployer les moyens

du SNU, non consommés cette année du fait de la crise liée au COVID et du confinement, afin de financer davantage le Service civique qui prend particu-

lièrement son sens au moment de la crise sanitaire que nous traversons et du confinement : aide aux personnes isolées et âgées, renforcement de l'en-

cadrement périscolaire nécessaire du fait du nombre limité d'élèves accueillis en classe....

ZOOM

L'accompagnement des étudiants pendant la crise

Les plus fragiles, notamment les jeunes de 18 à 25 ans, ont vu leur précarité exacerbée par les mesures de confinement et par la crise sociale d'ampleur que nous devons affronter.

En France, près de 670 000 étudiants dépendent du revenu d'un «boulot-étudiant» pour leurs besoins les plus essentiels (alimentation, logement, habillement). Les bourses d'étude et aides au logement sont souvent des ressources insuffisantes pour vivre sans travailler.

Aussi, privés d'un revenu de solidarité, les étudiants sont sans filet de protection.

Pour lutter contre cet état de fait, le groupe Socialiste et Républicain a porté des mesures d'urgence sociale exceptionnelles en faveur des étudiants, notamment les plus modestes, y compris pour couvrir la perte d'une activité d'appoint pour financer leurs études.

Nous avons proposé au Gouvernement une aide en direction des plus de 800 000 étudiants qui bénéficient des aides personnalisées au logement (APL). Cette aide aurait pu être versée durant plusieurs mois afin de permettre aux étudiants de faire face aux mois difficiles qui sont devant nous et leur permettre d'enjamber cette période sans arrêter leurs études.

Le Gouvernement a finalement repris en parti notre proposition.

Malheureusement, en proposant une prime unique de 200 euros, il ne permettra pas d'amortir dans la durée les difficultés qui attendent de nombreux jeunes ces prochains mois.

..... Renforcer la formation des jeunes

La période de confinement a fragilisé la jeunesse et a davantage accentué les nombreuses fractures existantes, éducative, sociale et numérique notamment.

Ces fractures sont d'abord éducatives. Le nombre de décrocheurs a augmenté. La réouverture précoce des établissements scolaires dès le 11 mai n'a pas permis aux élèves en ayant le plus besoin de retrouver le chemin de l'école.

Réduire la fracture scolaire

Avec la réduction des effectifs de 15 par classe, liée au COVID, le recrutement de personnels supplémentaires, notam-

ment enseignant pour assurer les missions pédagogiques et d'encadrement est urgent.

Depuis quelques mois, ce sont encore les enfants de milieux

défavorisés qui ne peuvent être aidés par leurs parents qui pâtissent de l'école à mi-temps... L'écart entre ces enfants et les autres se creuse, risquant de devenir irrémédiable.

Mettre en place un plan numérique

Durant cette crise, la fracture a aussi été numérique. Le groupe Socialiste et Républicain du Sénat demande la mise en place d'un véritable plan numérique pour que tous les élèves des établissements scolaires disposent de tablettes et de la formation adéquate.

Ce sont les élèves issus de milieux défavorisés qui ont fait les frais de cette distanciation pédagogique. Bénéficiant de conditions de vie moins confortables, d'une connexion internet parfois défaillante, ils connaissent les plus grandes difficultés pour étudier ou préparer leurs concours.

Revaloriser toutes les filières

Il faut absolument relancer les Réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté dont les équipes, composées de professeurs spécialisés et de psychologues, constituaient un dispositif de soutien gratuit auprès d'élèves très fragilisés.

La suppression progressive des postes de ce réseau a conduit à son démantèlement. Il s'agit pourtant d'un dispositif qui symbolise une véritable politique de service public de l'éducation. Il est urgent de relancer ces réseaux d'aide aux élèves et à leurs familles afin de lutter contre l'exclusion et l'échec scolaire

Contrairement aux projets du gouvernement qui a commencé à démanteler la filière professionnelle et semble vouloir faire disparaître le bac pro, il faut à l'inverse renforcer cette filière. En maintenant des formations théoriques de qualité et adaptées et en développant de véritables périodes professionnelles encadrées et validantes, nous permettront aux jeunes

concernés de mettre en place des projets professionnels qui les valorise.

Prolonger les bourses des étudiants et des chercheurs impactés par la crise

Les sénateurs socialistes ont porté de nombreux amendements durant la crise liée au COVID afin que les étudiants et chercheurs dont les enseignements et les travaux de recherches ont été interrompus pendant la crise du fait de la fermeture des établissements et des bibliothèques, puissent bénéficier de moyens financiers pour poursuivre leurs études et travaux au-delà des dates butoirs initialement prévues

Dans l'hémicycle

« La jeunesse n'est qu'un mot », mais c'est une promesse et nous devons nous montrer à la hauteur, car il s'agit d'une ressource formidable. »



Sénatrices
et Sénateurs
**SOCIALISTES &
RÉPUBLICAINS**

CONTACT

www.senateurs-socialistes.fr

 www.facebook.com/Lessenateurssocialistes

 [@senateursPS](https://twitter.com/senateursPS)